

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09 - 81013 ALBI

ALBI, le 21/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 8 décembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS Etablissement MIQUEL Récupération**

BLAYE  
12170 LEDERGUES

Références : 12-Déchets-2022-35

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 décembre 2022 de l'établissement MIQUEL Récupération implanté BLAYE 12170 LEDERGUES. L'inspection a été annoncée le 22 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques.

<https://www.georisques.gouv.fr/>

Inspection organisée suite aux non-conformités constatées lors de l'inspection du 7 février 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Etablissement MIQUEL Récupération
- BLAYE 12170 LEDERGUES
- Code AIOT : 0006803567
- Régime : Enregistrement

Par arrêté préfectoral daté du 20 octobre 1980, Monsieur Guy Miquel est autorisé à exploiter un dépôt de ferrailles et d'alliages de métaux à Blaye, commune de Lédergues.

En mars 2011, la nomenclature des ICPE ayant évolué, les Ets MIQUEL bénéficient de l'antériorité pour la rubrique n°2713 - Installation de transit, tri et regroupement de métaux ou déchets de métaux.

En parallèle à ces activités, les Ets MIQUEL sont déclarés sous la rubrique 2791 – Installation de traitement de déchets non dangereux, en raison notamment des opérations de découpage et de compactage des métaux et ferrailles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** inspection programmée dans le cadre de la mise en demeure qui portait sur trois non-conformités en infraction avec les prescriptions suivantes, objets de l'article 1 de l'AP de mise en demeure du 15 avril 2022 :

- Articles **11** et **21** de l'AP n° 80-3647 du 20 octobre 1980,
- Article **13-IV** de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

#### **a/ Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites
2	Aires de stockage des déchets	AP de Mise en demeure du 15 avril 2022, article 1	Astreinte

**b/ Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection
1	Pollution des eaux	AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 1	Conforme
3	Conditions de stockage		Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations ont été apportées sur l'installation par rapport à l'inspection de février 2022. Néanmoins, la gestion des eaux souillées au niveau des aires de réception, de cisaillement et de compression des déchets de métaux reste toujours une prescription mal appréhendée par l'exploitant.

Une non-conformité non résolue fait l'objet d'un arrêté de paiement d'une astreinte financière jusqu'à réalisation complète des travaux d'assainissement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aire étanche
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de l'inspection de février 2022
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 11 du 20 octobre 1980 :</u> une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour [...] le dépôt de copeaux, pièces, tournures, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers [...]
<b>Constats :</b> L'aire de réception des déchets a été agrandie et a été bétonnée. Elle englobe l'aire dédiée aux opérations de découpage et de pressage des métaux sur laquelle est visible un regard-avaloir.  La surface agrandie et bétonnée de l'aire de stockage des déchets en attente de tri ne présente pas visuellement de trace de souillures aux hydrocarbures, ce qui constitue une très nette amélioration depuis l'inspection du 7 février 2022.  Voir constat suivant.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Aires de stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/04/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de l'inspection de février 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 21 du 20 octobre 1980</u> : les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spécialement prévus aux articles 11 et 12 [AP du 20/10/1980] seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures [...].</p>
<p><b>Constats :</b>            La nouvelle dalle qui ceint l'aire de cisaillement n'est reliée à aucun exutoire, les eaux qui y ruissellent ne sont pas canalisées et s'épandent sur la plateforme voisine, non revêtue.</p> <p>Même si comme constaté par ailleurs, la dalle n'est pas souillée, les eaux de ruissellement doivent impérativement être captées et dirigées vers les ouvrages d'assainissement, ce qui n'est pas le cas.</p> <p>L'exploitant doit impérativement collecter l'eau des aires bétonnées afin qu'elle transite par l'ouvrage de séparation avant de rejoindre le bassin de rétention.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit absolument dégager le regard de l'ouvrage de séparation des hydrocarbures. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de le localiser malgré les déplacements des déchets de ferraille censés le recouvrir fait au moyen de la pelle équipée d'un électro-aimant.</p> <p>Cet ouvrage doit être accessible à tout moment afin d'en assurer des contrôles visuels réguliers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

## N° 3 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de l'inspection de février 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 13-IV de l'APMG du 6 juin 2018</u> : les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (réutilisation, recyclage...).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p><b>Constats :</b>            Les déchets sont triés en fonction des types de métaux et des repères de hauteur sont mentionnés sur des pièces d'acier qui permettent de se faire une idée rapide des hauteurs de stockage, visuellement de 3 à 3,5m, même si ce type de piges relève plus du provisoire que du définitif.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant d'améliorer le repérage des hauteurs de stockage par un système pérenne.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet